

28.03.2011

## Les porteurs d'eau Moldaves agissent pour la journée Mondiale de l'eau



Le 22 mars 2011, journée mondiale de l'eau, France Libertés a soutenu son partenaire Porteur d'Eau en Moldavie, WECF (Women in Europe for a Common Future) lors de la conférence internationale "la mise en application du droit humain à l'eau et à l'assainissement en Moldavie : le Protocole sur l'eau et la santé »

Le 22 mars dernier, WECF, NCPH (le Centre National de Santé Publique en Moldavie) et WiSDOM (Women in Sustainable Development of Moldova) ont organisé une conférence de haut niveau à Chisinau en Moldavie, afin d'analyser la mise en oeuvre du droit humain fondamental à l'eau et à l'assainissement, reconnu par l'ONU dans une résolution historique du 28 juillet 2010.



En Moldavie, la pollution et l'accès à une eau saine et à l'assainissement - notamment en zones rurales - posent un problème quotidien pour les citoyens. Les impacts socio économiques de la pollution environnementale, due aux nitrates et aux micro-organismes issus de systèmes d'approvisionnement non sécurisés et à la faiblesse des systèmes d'assainissement, sont graves : mortalité infantile prématurée, pics de contamination, intoxication chronique... Aujourd'hui, ils comptent pour 25% des maladies liés à la consommation d'eau insalubre. Dans la plupart des villages riverains, aucune stratégie locale de préservation environnementale n'était mise en oeuvre jusqu'à présent. Il n'existait aucun programme de préservation des ressources en eau et de formation ou de sensibilisation des citoyens.



Dans le cadre du programme « Eau bien commun de l'humanité » France Libertés soutient l'organisation WECF (Women in Europe for a Common Future), et ses partenaires locaux, les associations Ormax et Wisdom, dans la mise en oeuvre du projet « systèmes sécurisé de l'eau et de l'assainissement pour tous en Moldavie ».

Intervenant dans huit villages situés sur la rivière Cubolta, le projet vise à mettre en place des « plans de sécurité pour l'eau et l'assainissement » (WSSP) et de gestion de la ressource valorisant les bonnes pratiques. Animé par un objectif commun de faire du droit à l'eau pour tous une réalité effective et de rendre à l'eau son statut de « bien commun de l'humanité », le partenariat avec WECF repose sur un important travail de sensibilisation des citoyens et de plaidoyer politique afin de renforcer les capacités citoyennes et institutionnelles moldaves et de mobiliser les jeunes générations.

La conférence internationale organisée le 22 mars, journée mondiale de l'eau, à Chisinau a été l'occasion de rappeler que l'accès à l'eau salubre et à l'assainissement, deux éléments inséparables nécessaires à la vie et à la dignité humaine, doivent être placés au cœur des politiques nationales et internationales afin de garantir l'effectivité des droits humains fondamentaux

Un focus particulier a été fait sur le Protocole "Eau et Santé" (Water and Health Protocol), ratifié par la Moldavie en 2005. Ce Protocole est le premier mécanisme légal international pour la prévention, le contrôle et la réduction des maladies liées à la qualité de l'eau. Son objectif principal est de protéger la santé humaine et d'améliorer la gestion de l'eau, dans le sens d'une plus grande protection des écosystèmes aquatiques, ainsi que la prévention des maladies qui y sont liées. Le Protocole est donc un outil central des politiques d'assainissement et d'acheminement de l'eau potable salubre à tous les citoyens moldaves.

Cet événement a rassemblé les autorités nationales ainsi que les associations locales dans des débats de haut niveau qui se sont conclus par des recommandations pour la mise en application effective du droit à l'eau et à l'assainissement en Moldavie. En tant que partenaire de WECF, France Libertés a participé à l'ouverture de cet événement, au travers d'une déclaration écrite de Danielle Mitterrand.

